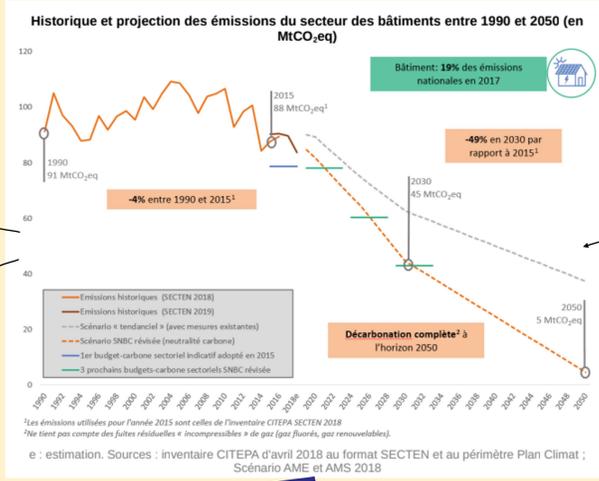


Avec pour objectif la **neutralité carbone** sur le territoire en 2050, l'état français a mis en place des trajectoires à suivre au travers de la **Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)**.
Le secteur résidentiel et tertiaire représente **16% des émissions brutes de GES françaises en 2022** (source CITEPA) (23% si on ajoute les émissions liées à la production de l'énergie consommée dans les bâtiments).

90 Mt eqCO2
Le secteur du bâtiment résidentiel et tertiaire français à émis 90 Mt eqCO2 en 2017.

L'objectif est de rénover les bâtiments existants, et de limiter la construction de neuf (selon l'ADEME, la construction d'un bâtiment neuf est **17 fois plus** consommatrice en ressources que la rénovation d'un bâtiment existant), jusqu'à obtenir en moyenne un parc de bâtiment libellé **BBC (Bâtiment Bas Carbone)**.
Le rythme de rénovations devra donc atteindre au moins **700 000 rénovations complètes équivalentes par an à partir de 2030 jusqu'à 2050** (source SNBC2).

Cet effort représente un investissement annuel compris entre **15Md€ et 30Md€ jusqu'en 2050**, et une forte pression sur les secteurs des **matériaux de construction, de l'industrie, de la sylviculture et de l'agriculture**.



dont environ 60% viennent du secteur résidentiel

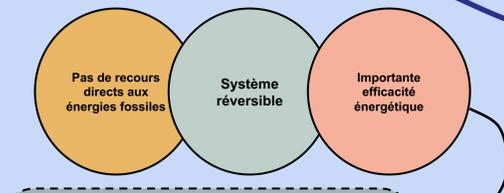
Problématique
Le rythme élevé des rénovations, la part du résidentiel dans les émissions de GES en France ainsi que le stress prévu sur le secteur des matériaux de construction nous font nous intéresser aux **matériaux** et à la **demande énergétique** nécessaire pour **chauffer le parc de bâtiment résidentiel en 2050**, sans considérer la construction de bâtiments neufs.

Les Pompes à Chaleur (PAC): une alternative viable ?

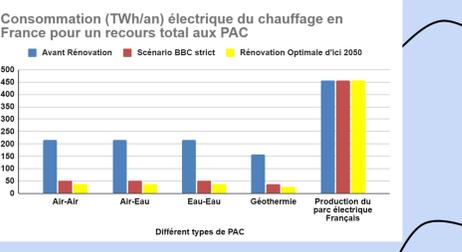
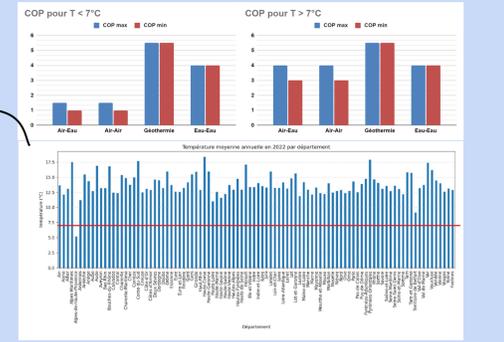
Dans le cadre des rénovations, la substitution des modes de chauffages utilisant des énergies fossiles (fioul, gaz,...) par des modes de chauffage plus performants, plus respectueux de l'environnement est essentielle dans le contexte environnemental actuel.

Le nombre de pompes à chaleur installées en France ne cesse de croître ces dernières années avec en 2020 la pose de **900 000** appareils sur le territoire. Les différents types de PAC se distinguent par les sources froides/chaudes utilisées dans le processus thermodynamique. Les appareils de type Air-Air connaissent un véritable essor avec une croissance de vente de l'ordre de **12% sur 1 an** d'après le ministère de la transition écologique.

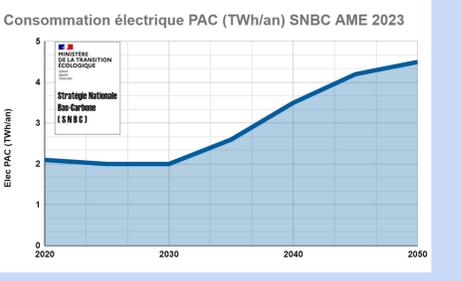
Pour les modèles qui suivent, le régime en **températures chaudes** a été retenu compte tenu des températures moyennes par département en France (seuls deux départements présentent une température moyenne inférieure à 7°C).
Le premier scénario représenté ci-dessous correspond à celui où **tous les moyens de chauffage deviennent des PAC**.



COP = énergie restitué / énergie consommée (Coefficient de performance)
Ce coefficient dépend du type de PAC considéré. Ces différentes variantes ne diffèrent uniquement que par les sources de chaleur utilisées. Chaque type de PAC possède un COP maximal et un COP minimal pour des conditions de température particulière. Les constructeurs prévoient deux types de régime de fonctionnement :
- Températures Froides : T < 7°C
- Températures Chaudes : T > 7°C



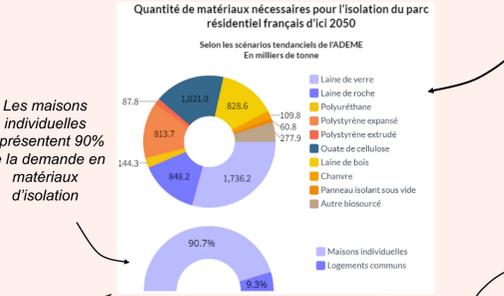
Sans rénovations, le chauffage par PAC représente dans le cadre de nos approximations presque **50%** de l'énergie rendue disponible par le parc électrique Français sur 1 an. Que ce soit pour une rénovation au seuil **BBC (80kWh/m²/an pour tous les usages du bâtiment)** ou pour des rénovations optimales (qui permettent une consommation inférieure au seuil BBC), ces dernières donnent une meilleure perspective aux PAC.
Le scénario 1 (PAC = seul moyen de chauffage en 2050) reste brutal, ainsi pour avoir une idée encore plus précise de la nécessité en énergie des PAC pour l'avenir on regarde les scénarios **AME de la SNBC** et ceux de l'**ADEME** qui envisagent un **mix énergétique plus large**.



L'isolation thermique

L'exemple des PAC ci-contre démontre la nécessité de la rénovation de l'isolation thermique du parc de bâtiment français.

Afin d'évaluer la quantité de matériaux nécessaires à la rénovation des bâtiments résidentiels du parc, des **simulations énergétiques** sont réalisées sur les **41 cas types modélisés** (maisons rurales, pavillons de banlieue, immeubles...). L'objectif est d'évaluer les niveaux de performance à atteindre sur les différents postes de rénovation, afin d'atteindre le niveau **BBC**, soit **80 kWh/m²/an**.



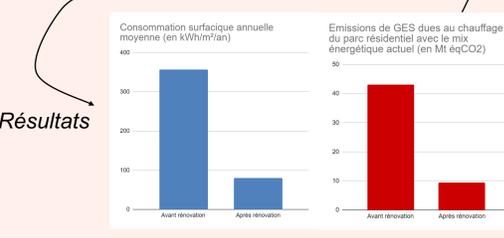
Exemple de cas type modélisé

| Type | PERIODE DE CONSTRUCTION | NOMBRE DANS LE PARC (milliers de logements) | SITUATION GEOGRAPHIQUE |
|--|-------------------------|---|--|
| MAISON DE BOURG / PAVILLON DE BANLIEUE | Avant 1914 / Avant 1948 | 3 970 | Centre des villes et villages. Zones périurbaines des moyennes et grandes villes |

Alignement sur rue, moyenne Surface de 90m² et plus R+1 + combles à R+2 + combles 15 % à 25 % de vitrage en façade Hauteur sous plafond 2,6 à 3 m Aucune isolation.

→ 4 variantes

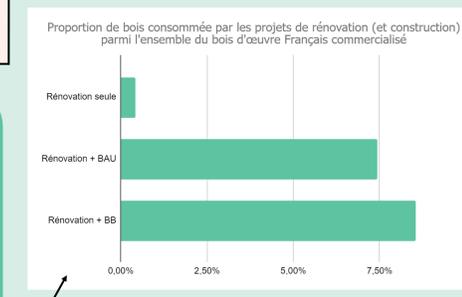
| Cas type | Bas sur | Orientation | Moyen | Surface au sol | Nombre niveaux | Comble | Surface chauffée | HSP |
|----------|---------|-------------|-------|----------------|----------------|-------------|------------------|-----|
| 1 | Hasard | 2 côtés | 0° | 48 m² | 2 | Non habités | 96 m² | 2,8 |



Cependant, environ deux tiers des matériaux d'isolations utilisés proviennent de **matières minérales ou pétrolières**, et leur production devrait émettre environ **32 Mt eq CO2**. (données INIES)

Quels impacts sur la production de bois française ?

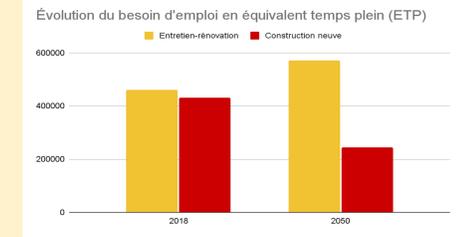
En France métropolitaine, on compte un peu plus de **16 millions d'hectares de forêt**, soit 30% de la surface du territoire. Et chaque année, **20 millions de m³ de bois d'œuvre** sont récoltés.
D'après la *Prospective de consommation de matériaux pour la rénovation énergétique BBC des bâtiments résidentiels aux horizons 2035 et 2050* de l'ADEME (2019), la consommation de bois nécessaire pour atteindre le scénario AME de la SNBC2 serait pour les logements collectifs et maisons individuelles de **1 822 milliers de tonnes de bois d'ici 2050**. Cependant, il est nécessaire de **considérer la construction** de logements neufs et de bâtiments du tertiaire pour avoir des ordres de grandeurs pertinents. On étudie deux perspectives (BAU : "business as usual" et BB favorisant le développement du bois et matériaux biosourcés dans la construction) au sein des scénarios AME de la SNBC.



Les quantités de bois nécessaires à ce projet ne sont pas négligeables vis à vis de la consommation de bois d'œuvre actuelle (**environ 7%**). Encore, on ne prend même pas en compte les autres matériaux biosourcés nécessaires à ces scénarios qui demandent une surface agricole supplémentaire. **L'augmentation des surfaces d'exploitations forestières pour la rénovation / construction rentre alors en conflit** avec les politiques de développement de l'agriculture locale, de la production de biomasse solide et d'agrocarburants... Le graphique ci-contre montre l'augmentation de la consommation de bois en mettant notamment en avant le scénario de la *Stratégie Nationale de Mobilisation de la Biomasse* avec une prospective de biomasse forestière d'environ **5,5 Mtep en 2050**.

Prospective emploi et besoins en main-d'oeuvre qualifiée

Les besoins physiques en énergies et matériaux ne sont pas les seuls facteurs déterminants dans la rénovation du parc des bâtiments en France. Il est aussi essentiel d'anticiper les effets qu'aura cette transition sur l'emploi et les compétences dans le secteur qui est déjà en pénurie de main-d'oeuvre.



Le graphe suivant représente les prévisions faites par The Shift Project quant à l'évolution des besoins d'emploi dans le bâtiment par spécialité.

Une augmentation dans les besoins d'emplois dans l'entretien et la rénovation dont **180kTEP** dans la rénovation thermique énergétique. Contre une baisse dans la construction neuve suivant un scénario intermédiaire de sobriété.

Pour répondre à cette grande demande de rénovation énergétique du bâtiment, à laquelle s'ajoute le départ en fin de carrière prévu d'une large partie des ouvriers qualifiés du bâtiment dont l'âge moyen est élevé (26% partis en France métropolitaine entre 2019-2030 d'après France Stratégie), il convient d'augmenter et de renforcer la formation initiale et continue des ouvriers du secteur, en plus d'un accompagnement des transferts d'activité depuis le neuf et vers la rénovation.